

CIBLE

Surcharges

A quoi bon le débat parlementaire sur ce qu'il est convenu d'appeler la « parité » ? Fondée sur une conception qui nie l'unité essentielle du genre humain, la revendication paritaire aboutit à une formule consensuelle sur « l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats et fonctions », qui est destinée à être ajoutée à l'article 3 de notre Constitution.

Ce nouvel alinéa est superflu : le principe d'égalité est proclamé à l'article premier de la Déclaration de 1789 et le Préambule de 1946 précise que « la loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme ».

La question n'est pas d'inscrire dans la Constitution ce qui s'y trouve déjà, mais de donner force à la loi - afin que soit concrètement assuré le droit des femmes à obtenir, dans le secteur privé, les mêmes emplois et les mêmes rémunérations que les hommes. La bonne conscience des parlementaires et la surcharge du texte constitutionnel n'y suffiront pas, car il faudrait avoir le courage d'imposer aux contrevenants le respect du principe d'égalité.

En ce domaine comme dans d'autres, la véritable révolution, annoncée à la Libération de la France, reste à accomplir.

MISÈRE

La gauche hypocrite

Idées

Le féminisme de Bourdieu

p. 9

Proposition

De l'emploi pour tous

p. 6/7

La grande reddition social-démocrate

C'est déjà fini ! Les dirigeants de la gauche européenne ont déjà capitulé devant l'orthodoxie économique et financière, alors qu'on annonçait que la victoire de Gerhard Schröder donnerait à la social-démocratie un dynamisme salvateur.

Ouvrons *Le Nouvel Observateur* du 29 octobre. Sur toute la largeur des pages 76 et 77, s'étale la photographie des dirigeants de l'Union européenne réunis les 24 et 25 octobre à Pörttschach, en Autriche, pour un sommet informel.

Parmi les chefs de gouvernement, des vignettes nous permettent de distinguer Tony Blair, Gerhard Schröder, Massimo d'Alena et Lionel Jospin, autrement dit les chefs emblématiques de la social-démocratie européenne, ceux grâce à qui « la gauche retrouve ses vingt ans » : tel est le titre de l'article signé Jean-Gabriel Fredet, qui reflète avec enthousiasme la ligne social-correcte qui est censée inspirer la grande majorité des gouvernements européens.

Ce programme « eurosocialiste » ne manque pas d'attraits : politique volontarisme, régulation de l'écono-

mie par les États, soutien à la croissance, pacte européen pour l'emploi, action concertée auprès des banques centrales allemande et française pour obtenir une baisse des taux d'intérêt. Ce n'est pas du socialisme, mais un programme à tonalité keynésienne dont Oskar Lafontaine, nouveau ministre des finances, est le vigoureux inspirateur.

Pendant quelques jours en effet, l'orthodoxie libérale semble mise à mal. Les Italiens plaident pour une interprétation souple du critère du déficit public (la fameuse règle du 3 %), les Allemands souhaitent une politique monétaire orientée vers la croissance plus que vers la stabilité des prix, Dominique Strauss-Kahn juge qu'une baisse des taux ne serait pas « déraisonnable », et on évoque des mesures de soutien à certaines activités industrielles - sans pour autant indiquer un mode de financement - et on se préoc-

cupe des techniques qui permettraient d'encadrer les changes internationaux.

Hélas, dès le 16 novembre, soit trois semaines après sa prise de fonction, Oskar Lafontaine est obligé de modérer ses ardeurs réformatrices lors de la réunion du Conseil économique et financier franco-allemand. Sous la

pression convergente de la Bundesbank et de Dominique Strauss-Kahn, le ministre allemand des finances renonce à défendre l'idée d'un système mondial de changes plus contraignant, et déclare qu'il ne remet pas en cause l'indépendance des banques centrales - ce qui signifie qu'il renonce à plaider pour une baisse des taux d'intérêt. Puis les ministres des finances français et allemand se démarquent des positions italiennes sur l'assouplissement de la politique budgétaire, en déclarant qu'ils ne voient pas de

raison à remettre en cause le

pacte de stabilité.

Cette première série de reculs a abouti à la capitulation totale devant la Bundesbank, lors de la réunion du Conseil Ecofin (1) du 23 novembre. La veille, les ministres sociaux-démocrates ont adopté un projet commun qui respecte la dogmatique ultra-libérale : adaptation de la main d'œuvre à la mondialisation (donc flexibilité accrue), apologie du libre-échange et de la libre circulation des capitaux, discipline budgétaire et fiscale, contrôle des aides publiques, conception minimale du secteur public et du rôle de l'État... Le tout enrobé de l'habituel verbiage sur la croissance et le plein emploi.

Faut-il le préciser ? Le « gouvernement économique » cher aux socialistes français, le financement public d'activités industrielles et les nationalisations annoncées pendant la campagne électorale de 1977 n'ont pas trouvé le moindre écho dans ce texte.

Il a suffi de trente jours pour que la social-démocratie européenne décide de ne rien faire : l'emploi continuera d'être sacrifié à la « monnaie forte », la croissance sera fonction de la conjoncture (de plus en plus grise) et on attendra sans souffler mot que M. Tietmeyer et son adjoint Trichet décident une baisse des taux d'intérêt.

Avant d'avoir vu le jour, l'Europe sociale a cessé d'exister.

Sylvie FERNOY

(1) Ce conseil réunit les ministres de l'économie et des finances des Quinze.

Pendant l'embellie la crise continue

La fin de la crise boursière de ces derniers mois marque-t-elle une reprise économique réelle ou n'est-elle qu'un voile qui masque la réalité ?

Deuxième question : les intervenants économiques ont-ils tiré un enseignement de cette crise ?

Le krach partiel qu'ont connu les Bourses sur l'ensemble du globe n'est plus qu'un mauvais souvenir et la plupart des places ont regagné hardiment le terrain perdu durant ces derniers mois. Beaucoup d'analystes - rassurés à moindre frais - pensent voir la fin de leurs ennuis et le retour aux belles années de croissance sans limite de leurs capitaux. Bien sûr, quelques-uns d'entre eux ont connu la déconfiture, mais ce n'est pas un monde où l'on a coutume de s'apitoyer sur le cadavre d'un concurrent. On y est en revanche plus prompt à stigmatiser les erreurs des défunts qui n'avaient pourtant fait que pousser une logique, unanimement admise, à sa limite extrême. Les financiers, vrais maîtres de l'économie mondiale, ont à nouveau tout pour être heureux. Et pourtant, pendant ce temps là la crise continue.

Restons calme, les analystes considèrent toujours que les choses vont plutôt bien et que l'économie mondiale est bien orientée. Loin d'avoir tiré des leçons susceptibles d'empêcher dans l'avenir le retour aux errements du passé, les différents intervenants économiques préfèrent ignorer la persistance des menaces et des lignes de fractures. La crise asiatique, élément déclencheur

du désordre de ces derniers mois, est loin d'être terminée et même si la situation s'est améliorée pour un petit nombre d'États de la zone, les « fondamentaux » restent mauvais et l'avenir tout sauf rose. Un exemple parmi tant d'autre : le groupe Boeing vient d'annoncer que le nombre de licenciements ne serait pas de 28 000, nombre initialement prévu, mais de 48 000. Principale raison, la crise asiatique et la récession qu'elle a entraînée et dont les Américains ont été beaucoup plus victimes que nous. Malgré cela le retour à la raison n'est pas encore pour demain. Même si le Président Clinton a déclaré qu'il fallait s'attaquer au problème de la croissance en Asie, il est douteux que les tenants du tout-financier soient disposés à faire les efforts nécessaires pour réorienter l'économie mondiale dans le sens d'un intérêt qui ne coïncide pas avec le leur.

Au plan national, nous ne sommes guère mieux lotis. Dominique Strauss-Kahn passe son temps à dire que l'économie se porte de mieux en mieux. Là aussi, la réalité du vécu quotidien est différente. Sept personnes sont mortes durant la vague de froid qui s'est abattue sur notre pays à la fin du mois de novembre. Même si le chômage indemnisé est en baisse

constante depuis un an, un nombre toujours aussi important de Français se trouvent sans possibilité de subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. La reprise du marché du travail se fait au prix d'une précarisation toujours plus importante des nouveaux emplois créés. Les mouvements de concentration des entreprises que nous connaissons vont entraîner des plans sociaux dramatiques et vont largement contribuer à fragiliser des pans entiers de l'industrie. Ces opérations, présentées comme des victoires auront un coût qui ne s'arrêtera pas aux dizaines de milliers de licenciements qu'elles vont apporter. Il faut s'interroger sur les logiques qui sous-tendent ces mariages et qui amènent des entités économiques à devenir plus puissantes que les États qui les hébergent, et paradoxalement moins à même de lutter efficacement contre les coups du sort en cas de crise profonde.

Heureusement, le début de ce mois de décembre voit la renaissance d'un grand nombre de luttes sociales dans divers secteurs de l'économie, signe que toute velléité de résistance n'est pas morte. Le gouvernement va devoir réagir face à tous les conflits qu'il a ou suscités ou laissé pourrir. La méthode Jospin semble être arrivée au bout de sa logique strictement gestionnaire, et le gouvernement va devoir trouver autre chose pour continuer à couler des jours tranquilles.

Pascal BEAUCHER

Suspects

Un passant irascible abîme la carrosserie d'une automobile conduite par un maladroit. Contravention. Une jeune fille à bout de ressources se prostitue et se fait prendre en flagrant délit de racolage. Contravention. Par pure provocation, un jeune de dix-huit ans exhibe un samedi soir un insigne hitlérien. Contravention.

Le point commun entre ces trois personnes ? Pendant vingt ans, elles seront inscrites dans le même fichier que des voleurs, violeurs et assassins. Qu'importe si la jeune fille devient une très bourgeoise mère de famille, et l'adolescent un impeccable député de gauche : la police se souviendra. Elle gardera aussi dans sa mémoire informatique les noms des témoins et des victimes de faits délictueux.

Tel est le projet de « Système de traitement de l'information criminelle » (STIC) que la Commission nationale informatique et liberté vient d'accepter sous quelques réserves en proposant notamment un changement de nom afin que STIC désigne le traitement des « infractions constatées », ce qui est à la fois absurde (une contravention n'est pas un acte criminel, un viol n'est pas une infraction) et hypocrite car la CNIL accepte qu'on mélange criminels, victimes et contrevenants - sans garanties sérieuses quant à la consultation et à l'exploitation du fichier.

Ce projet qui vise, au nom de l'efficacité du traitement des affaires criminelles, à transformer en suspects des millions d'habitants de notre pays doit être retiré.

Jacques BLANGY

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : La grande reddition social-démocrate - p.3 : Pendant l'embellie la crise continue - Suspects - p.4 : Aliénations et reniements - Coup de froid sur la politique - p.5 : Le testament de Galina - p.6/7 : De l'emploi pour tous - p.8 : États-Unis - Le beau rêve de 1848 - p.9 : Le féminisme de Bourdieu - p.10 : Cinéma - Marie de Médicis - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Ouvrons les yeux.
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Aliénations et reniements

Dans la hâte des liquidations piteuses, les députés ont adopté le projet de réforme constitutionnelle qui sacrifie notre souveraineté à des puissances édictant des normes dont nous ignorons tout.

La République gaulienne, cette « sorte de monarchie populaire » comme disait le Général, assemble les différents aspects de la souveraineté selon des modalités clairement définies, précisément hiérarchisées et inscrites dans la temporalité politique : souveraineté de la nation servie par un État disposant des moyens d'exercer son pouvoir, souveraineté nationale (celle de la représentation parlementaire) qui n'exclut plus la souveraineté du peuple (qui s'exerce directement par voie de référendum).

C'est cette construction démocratique qui a été sacquée les 24 et 25 novembre dernier, lors d'un débat minable où une majorité de députés a consenti à une réforme du texte constitutionnel qui permettra qu'on franchisse une nouvelle étape sur la voie du renoncement.

La classe dirigeante a nié le principe de souveraineté populaire en refusant que les citoyens soient consultés par référendum. Ce refus de la démocratie est inacceptable puisque le Conseil constitutionnel a jugé le 31 décembre 1997 que les dispositions du traité d'Amsterdam concernant la circulation des personnes (immigration, asile, contrôles frontaliers) étaient contraires au principe de la souveraineté nationale.

L'Assemblée a donc décidé d'aliéner une part de sa souveraineté, sans même savoir sur

quels critères seront prises les décisions concernant la circulation des personnes, alors qu'il s'agit là d'une liberté essentielle. Cette aliénation de la souveraineté nationale est d'autant plus grave que les socialistes ont refusé tous les amendements du RPR visant à étendre les pouvoirs de contrôle du parlement français, sauf, sur proposition de M. Nallet, pour ce qui concerne la PESC et la coopération judiciaire.

Par voie de conséquence, le pouvoir souverain de l'État (et son rôle protecteur des libertés) pourra être anéanti puisque les décisions concernant la circulation des personnes seront prises à la majorité.

Cette série d'abdications a été rendue possible par l'alliance des socialistes et des centristes (comme toujours en matière européenne) à laquelle s'est joint un RPR recentré - et désormais complètement acquis à l'ultra-libéralisme. Les différents opposants (amis de M. Pasqua, chevènementistes, Gauche socialiste, une partie du groupe communiste) en furent donc réduits à défendre, courageusement, une position de principe. Les chefs socialistes, qui dénonçaient le traité d'Amsterdam quand ils étaient dans l'opposition, et M. Séguin, qui a bâti sa carrière sur une réputation de gaulliste intransigent, ont renié leurs engagements.

Annette DELRANCK

Coup de froid sur la politique

Il a fallu qu'un anticyclone, sous un vent froid venu de Russie, amène brutalement l'hiver en novembre pour qu'on se soucie à nouveau des « sans-abri ». Et la première réaction a été... une polémique.

La pitié a son calendrier et l'émotion des médias et des politiques devant la situation des 500 000 sans-abri ne se déclenche que lorsque le thermomètre chute. Il n'est donc pas étonnant que ceux qui ont ce souci d'une manière moins saisonnière s'indignent de l'imprévision chronique des pouvoirs publics ainsi que de leur tendance affirmée à dégager leur responsabilité.

Ainsi le « 115 », numéro d'urgence géré par le SAMU social à Paris, a été immédiatement saturé et Jean Tiberi a annoncé qu'il faisait appel à l'Europe pour pallier cette carence... Ainsi Martine Aubry dégage en touche en affirmant « la solidarité ne peut être seulement nationale : chaque Français, chaque citoyen doit ouvrir les yeux lorsque le froid est là ».

Certes, les organisations humanitaires ont aussi été surprises, mais elles ont réagi. L'Armée du Salut, le Secours catholique, la MIE de pain recherchent accueillent, nourrissent, soignent. Médecins sans frontières réclame l'ouverture des abris de nuit 24 heures sur 24. Et les initiatives locales ne manquent pas. A Troyes, par exemple, les éducateurs de rue de plusieurs structures se sont rapprochés pour mettre en place une veille sociale dès que le thermomètre passe en dessous de -30.

Bref, les associations humanitaires font leur travail, pendant que les hommes politiques se demandent par quel

bout de la lunette regarder ce problème de société qui paraît peu les concerner.

Jack Lang, en projetant la création d'un mouvement de réflexion politique sur les problèmes de société, convient par là-même que les hommes politiques ne les abordent pas.

Philippe Séguin, sur TF1, répondant à Lionel Jospin estimait que l'économie ne produisait pas d'exclusion, mais qu'il est nécessaire de se pencher sur les mesures d'accompagnement. Ce « raccommodeur de porcelaine » n'admettra pas que la logique ultralibérale qui domine l'économie crée de la richesse pour certains et en abandonne d'autres sur le bord du chemin. Son discours a en effet perdu la flamme gaulliste qui l'éclairait encore il y a deux ou trois ans.

Mais c'est pourtant bien de cela qu'il s'agit. Et les associations humanitaires ne font que réparer les dégâts commis par les politiques.

Car en effet les politiques économiques - bien que parées du qualificatif économique - sont des politiques. Les politiques sociales - bien qu'ornées du label social - sont des politiques. Et rejeter sur les partenaires économiques et sociaux le « manque à gagner humain » n'honore pas ceux qui ont été élus pour diriger le pays tout en protégeant les plus vulnérables de ses ressortissants... tout au long de l'année et pas seulement l'hiver.

Robert GESNOT

Le testament de Galina

Le pronostic sur l'avenir de la Russie est difficile car toutes les éventualités sont mauvaises.

La Russie a un non-président et pourtant rares sont ceux qui veulent mettre un terme anticipé à son mandat lequel n'expire qu'en octobre 2000. Pourquoi ? Parce que cela arrange ceux qui poursuivent leurs petites ou grandes affaires. N'est-ce pas pour cela qu'ils l'ont élu en 1996 alors qu'on le savait déjà physiquement incapable ? Soljenitsyne, dans son dernier essai *La Russie sous l'avalanche* (1), montre bien comment les communistes, proches de l'emporter avec Ziouganov, ont au second tour adopté une « conduite d'échec », se réconciliant avec le système et la nouvelle oligarchie. Il en irait de même en cas de nouvelles élections présidentielles. « Désormais, écrit l'auteur de *L'archipel du goulag*, sans le soutien du grand capital (souvent d'origine mafieuse), personne, sous le régime actuel, ne peut accéder au sommet du pouvoir ; il faut donc renoncer pour l'instant à l'espoir d'une issue favorable au peuple des élections générales ».

C'est également le cas des démocrates. Galina Starovoï-

tova, le député assassiné le 20 novembre, une des quelques vraies démocrates, ne cachait pas qu'elle souhaitait qu'Eltsine demeure le plus longtemps possible à la présidence. Son successeur en effet ne pourrait être qu'un homme du capital (au sens devenu vrai de la vulgate marxiste), ou un dictateur potentiel. On reconnaît là les deux candidats les plus sérieux, le maire de Moscou, Loujkiv et le gouverneur de Krasnoïarsk, l'ex-général Lebed.

L'État russe résisterait-il à leur opposition, à une opposition entre le centre et la périphérie comme au temps de la guerre civile ? La Russie elle-même ne partirait-elle pas en poussière ? Aussi attaché qu'il soit à l'autonomie locale, Soljenitsyne, reprenant cette interrogation de février 1917, dénonce les risques d'une solution fédérale, contraire à une démocratie authentique et aux lois de l'équité. Il peut d'autant plus s'en inquiéter que la diplomatie américaine, entraînant les Européens dans son sillage, semble jouer sur la diversité des régions plutôt que sur l'unité de la Russie. « Notre diplomatie », vient d'écrire pour *The Economist*

le conseiller du président Clinton pour la Russie, M. Strobe Talbott, *accorde sa reconnaissance à la dévolution du pouvoir en dehors de Moscou*. L'ambassadeur américain traite directement avec les gouverneurs. Ce qui peut paraître excellent en soi, se complique quand M. Talbott continue en disant que le risque pour la Russie n'est pas la sécession intérieure mais l'interventionnisme aux extrêmes, c'est-à-dire la remise en cause des indépendances de la Biélorussie, de la Moldavie, de la Géorgie, de l'Ukraine, du Kazakhstan, ou à tout le moins de leurs frontières. Là encore, rien que de bonnes intentions en apparence, sauf que Soljenitsyne voit peut-être mieux l'avenir quand il émet l'hypothèse d'« une action en faveur de la paix », terme désormais convenu pour les interventions américaines, sur le territoire russe lui-même. Par exemple pour s'assurer de matériels nucléaires. Le prétexte biélorusse, ukrainien ou kazakh servirait de couverture. Quand on sait la part prise par la diplomatie américaine dans ces États, quand on voit M. Holbrooke légitimer l'intervention de l'OTAN à l'intérieur du territoire de la Yougoslavie, on ne peut que considérer cette éventualité avec tout le sérieux requis.

Eltsine ou pas, quel que soit son successeur, rien de bon ne se découvre pour la Russie. Le mal russe peut durer encore un siècle. Que fait-on pendant ce temps-là ? Pour Soljenitsyne, la solution ne peut être que spirituelle, c'est-à-dire en Russie qu'elle appartient au peuple. Non aux chancelleries.

Yves LA MARCK

(1) Alexandre Soljenitsyne - « La Russie sous l'avalanche » - Fayard - prix franco : 110 F.

♦ **ROUMANIE** - Le roi Michel, accompagné de la reine Anne et de la princesse Margarita, a inauguré à Timisoara, devant une foule immense, une statue de son grand-père le roi Ferdinand I^{er}, artisan de l'unité de la Roumanie moderne. Aux milliers de manifestants qui l'acclamaient et scandaient des slogans monarchistes, le roi a tenu à déclarer : « *La Grande Union n'a pas été l'œuvre uniquement du roi Ferdinand, mais des hommes politiques, des soldats et du peuple roumain tout entier* ».

♦ **ÉTATS-UNIS** - Asylum est un village de Pennsylvanie peuplé d'irréductibles royalistes... Il a été fondé par Charles Momet, ancien écuyer à Versailles. Arrivé à Philadelphie en compagnie de deux cent cinquante nobles et serviteurs, au moment de la Révolution française, il a acheté 1 200 hectares de terre et y a fait construire des maisons de bois. La plus grande, haute de deux étages, devait accueillir... Marie-Antoinette. A Asylum, la communauté francophone se refuse toujours à célébrer le 14 juillet.

♦ **OMAN** - Le 18 novembre, à l'occasion de la fête nationale qui est aussi son anniversaire, le sultan Qabous ibn Saïd, âgé de 58 ans, a annoncé que des efforts particuliers allaient être engagés afin de développer l'activité économique du pays en dehors du secteur pétrolier : « *Il n'est pas sain d'être dépendant du pétrole pour nos finances et notre développement* », a-t-il déclaré. A l'heure actuelle 90 % des revenus du sultanat proviennent du pétrole.

♦ **GRANDE BRETAGNE** - C'est avec un cérémonial légèrement allégé mais qui conservait tout le faste des cérémonies officielles de la monarchie britannique que la reine Elisabeth a prononcé son discours du trône le jour de l'ouverture du Parlement. La reine a annoncé que le projet de loi de réforme de la chambre des Lords (l'équivalent de notre Sénat) sera voté cette année. Cette réforme importante vise à supprimer la fonction de pair héréditaire (actuellement 70 % des 1200 pairs). La mesure touchera, entre autres, le prince Philip, le prince Charles et le prince Andrew qui il est vrai ne votaient plus depuis des années.

♦ **BELGIQUE** - La princesse Astrid, fille du roi Albert et la reine Paola, qui a été nommée, voici quelques mois, lieutenant-colonel dans l'armée belge, a participé en tant que tel aux manœuvres de l'OTAN en Slovaquie. Présidente de la Croix-Rouge belge et très active dans le secteur médico-social, la princesse exerce ses fonctions militaires dans le cadre du service de santé de l'armée.

♦ **ESPAGNE** - Le prince Felipe a visité les quatre pays d'Amérique centrale dévastés par Mitch pour manifester la solidarité de l'Espagne avec les victimes. Dans ses bagages, outre le soutien humanitaire et logistique, il apportait l'annulation de la dette des pays en question ainsi que l'annonce d'une ligne de crédit de 150 millions de dollars pour participer à la reconstruction.

Ancien ouvrier spécialisé et ancien élève de l'ENA, Jacques Nikonoff a récemment publié un ouvrage montrant la possibilité de l'emploi pour tous. Un débat s'est engagé avec l'auteur aux *Mercredis de la NAR*, que notre collaboratrice Maria da Silva a prolongé dans notre numéro d'été. Jacques Nikonoff nous fait l'amitié d'une réponse qui enrichira la réflexion commune. Avec lui, comme avec tous ceux qui travaillent à un changement radical de perspectives, la discussion ne fait que commencer.

Dans un article paru dans *Royaliste* et intitulé « Pour en finir avec l'horreur économique » (1), Maria Da Silva approuve certaines idées contenues dans le livre dont j'ai dirigé la rédaction (2). Elle manifeste également des doutes ou des désaccords et invite au débat. J'y réponds favorablement tout en remerciant la rédaction de *Royaliste* de cette initiative.

Les désaccords de Maria Da Silva portent sur deux séries de points : les risques associés à la souveraineté populaire telle que nous l'imaginons et notre façon de poser la question du chômage et de l'emploi.

Nous ferions ainsi la « part belle » aux conseils locaux et aux grandes organisations « sans préciser les modalités de leurs interventions ». Notre point de vue général est que les pouvoirs dans la société ont été captés par une petite élite satisfaite d'elle-même. Les citoyens manquent de libertés et de pouvoirs : notamment sur les lieux de travail et de vie. Certaines grandes entreprises demeurent aujourd'hui les dernières organisations de type stalinien, alors que de nombreuses pratiques locales sont fondées sur l'allégeance personnelle.

Les modes de propriété des grandes entreprises - et donc la répartition des pouvoirs en leur sein - doivent être repensés. Peut-on se satisfaire de la dictature des investisseurs institutionnels, notamment anglo-saxons ? Car on ne peut se limiter au discours désincarné et abstrait sur la « dictature de la finance ». Si dictature il y a, il existe donc des dictateurs ! Nommons-les ! Ces dictateurs sont les investisseurs institutionnels ou du moins certains d'entre

eux. La situation actuelle, où 40 % des actions des entreprises françaises cotées sont détenues par des non-résidents, est inacceptable. La grande entreprise, doit appartenir tout à la fois à des actionnaires « du marché », à ses salariés, à ses clients, à l'espace dans lequel elle est implantée. Les actionnaires actuels, lorsqu'ils sont des investisseurs institutionnels, doivent être ramenés à une portion marginale dans le capital et remplacés par d'autres formes sociales d'actionariat dans lesquelles les syndicats de salariés auraient de fortes positions, et pourquoi pas les collectivités publiques locales ou nationales, mais dans des formes profondément différentes de celles que nous avons connues avec les nationalisations. C'est une condition nécessaire à la réorientation stratégique de la production vers le développement national. Une condition doit être cependant remplie : que l'État garantisse (qu'il déconnecte des marchés financiers) les investissements des salariés dans le capital des entreprises.

Concernant la répartition des pouvoirs sur le plan local (que nous ne voulons pas associer à du « localisme », car nous plaçons pour une vision politique globale), nous estimons qu'il convient de construire un cadre permanent d'information, de dialogue, de participation des citoyens, cadre aujourd'hui peu développé. N'est-il pas étonnant de constater que n'existent nulle part, à l'échelon local, de lieux permanents de dialogue entre élus, employeurs, syndicalistes, représentants de l'État, militants associatifs... ? Est-ce démocratique ? Est-ce efficace ? Tout en maintenant l'architecture actuelle des collectivités locales, il faut aller vers plus d'intercommunalité et de pluralité. Nous pensons ainsi que la « territorialisation » peut être une

Proposition

De l'emploi pour tous

démarche politique nationale de reconquête de la souveraineté populaire.

Il semble également à Maria Da Silva que « *L'idée d'un exercice direct de la souveraineté fait trop facilement et dangereusement l'impasse sur les partis et sur les syndicats qui sont des médiateurs indispensables entre les citoyens et les pouvoirs* ». Elle pense que « *Ces organisations peuvent être rajeunies, les états-majors peuvent être changés* ». L'idéal serait effectivement que les vœux (pieux) de Maria Da Silva se réalisent. Mais s'ils ne se réalisent pas ? Oui, des partis et des syndicats sont absolument indispensables. Mais il faut également une capacité indépendante de la société à se

mouvoir. Nous avons été trop déçus. Rien n'indique une révolution politique à venir dans ces organisations, même si des signes encourageants sont perceptibles ici ou là. Ne restent alors que les citoyens, qui doivent se débrouiller comme ils peuvent pour exister. Nous sommes de leur côté...

La deuxième grande série de critiques de Maria Da Silva porte sur la façon qui est la nôtre d'aborder le problème du chômage et de l'emploi. Deux critiques sont faites : nous négligerions la hausse nécessaire des salaires et nous proposerions la création d'un système bureaucratique pour réorienter l'argent public.

Depuis une quinzaine d'années, la stra-

tégie des libéraux et des sociaux-libéraux a été la lutte contre l'inflation, c'est-à-dire, en réalité, la lutte pour la baisse des salaires. Il fallait casser la résistance de la société, condition de la restauration de la profitabilité des grandes entreprises. Ils ont gagné, le peuple a été brisé. Deux moyens ont été utilisés : la baisse du pouvoir d'achat des salariés (augmentation des prélèvements obligatoires, progression des salaires inférieure à l'inflation, voire baisses de salaire) et, surtout, création de millions de chômeurs et de précaires. Il faut donc augmenter les salaires, principalement par la création de millions d'emplois. Cela ne s'oppose pas à l'augmentation des salaires de ceux qui possèdent déjà un emploi, augmentation nécessaire comme le prouve la déformation du partage de la valeur ajoutée en faveur du capital et au détriment du travail. Cette déformation, en asséchant le pouvoir d'achat dans la société, a d'ailleurs provoqué une partie du chômage. Pour rétablir la situation, il existe de nombreuses possibilités techniques. Mais les solutions techniques ont-elles de la vertu en elle-même ? Une première option, celle que semble défendre Maria Da Silva, est de préconiser l'augmentation des salaires de ceux qui ont déjà un emploi. Une telle mesure créerait des emplois. Nous l'avons vu en 1997-1998 où l'augmentation des salaires - minime mais réelle - a joué un rôle positif dans la création de plus de 200 000 emplois. Nous ne rejetons pas cette option, mais nous pensons qu'elle est insuffisante. Elle est insuffisante, tout d'abord, sur le plan quantitatif. Même si le type actuel de croissance générerait deux fois plus d'emplois - ce dont tout le monde doute aujourd'hui - nous ne serions encore loin du compte face aux 5 millions de chômeurs et aux 12 millions de précaires. De surcroît, tout attendre de la croissance revient à tout attendre des marchés, marchés que l'on dénonce par ailleurs avec une grande virulence. Alors il faut savoir ce que l'on veut ! Nous préconisons de débattre de la possibilité d'une France sans chômage. Ce débat n'existe pas, tant on a fait croire que seul le marché (le concept actuel de croissance) pouvait créer de l'emploi, et qu'une intervention externe (l'État par exemple) était tout à la fois obscène et dangereuse. Dans ce domaine aussi il faut savoir : où l'on préconise le retour de l'État de façon abstraite et incantatoire, où l'on préconise son intervention de façon pratique dans le domaine de l'emploi. C'est notre option. Et nous ne plaçons pas pour un étatisme *new-look*. Toute politique de la demande qui ne viserait pas à recréer une demande provenant des chômeurs et des précaires serait vouée à l'échec économique, social et politique. C'est la raison pour laquelle nous pensons qu'il faut augmenter les salaires de ceux qui ont un emploi, mais nous considérons comme un slogan démagogique l'illusion de vouloir réduire fortement le chômage de cette

manière. Nous sommes donc loin de « proposer un simple détour par rapport à la politique de soutien à la demande ». Nous allons dans la perspective d'un nouveau mode de régulation qui ne soit ni le tout-marché, ni le tout-État, mais une régulation fondée sur le mouvement propre de la société.

Quant au « caractère bureaucratique de l'affectation des crédits publics » que nous préconiserions, notre intention est exactement inverse. Que disons-nous ? Le chômage, en 1997, a coûté 1 100 milliards de francs. Les gouvernements successifs ont préféré financer le sous-emploi plutôt que l'emploi afin de mieux peser, entre autres objectifs, sur les salaires de ceux qui conservaient un travail. Des centaines de dispositifs en ont résulté qui tous s'adressent à des « cibles » particulières : les vieux, les jeunes, les handicapés, les chômeurs de longue durée, les femmes... Une immense machine bureaucratique, incompréhensible même à ceux qui sont à l'intérieur, s'est progressivement développée. Nous proposons de revenir simplement au principe d'égalité. Que l'on soit vieux, jeune, handicapé, chômeur de longue durée, femme, chacun a droit à l'emploi. Il faut donc supprimer le maximum de dispositifs - dont beaucoup fonctionnent au clientélisme - et affecter les crédits dans un fonds national d'investissement pour l'emploi. De tels fonds ne sont pas chose nouvelle : il existe par exemple le fonds de solidarité vieillesse chargé de payer le minimum vieillesse. La première différence que nous voulons introduire est celle du pluralisme : il ne faut pas que les représentants du Budget et du Trésor soient les seuls maîtres à bord. Il faut des employeurs, des syndicalistes, des élus. Est-ce bureaucratique que de mettre plus de pluralisme et de transparence ? La seconde différence porte sur le caractère décentralisé d'un tel outil. Les emplois nouveaux seraient financés par des fonds territoriaux, gérés par le même type de configuration : élus, État, syndicalistes, employeurs, associatifs. Où est la bureaucratie ?

Pour donner vite une respiration à notre société, tous, nous pouvons plaider, avec Goethe, pour « une activité qui soit pour l'être un devoir et pour la société une utilité ».

Jacques NIKONOFF

(1) *Royaliste* n° 711 (juillet-août 1998).

(2) Jacques Nikonoff - « Chômage nous accusons ! », Arléa, 1998, prix franco : 110 F.

Jacques Nikonoff, ancien ouvrier spécialisé et ancien élève de l'École Nationale d'Administration, est Président du Mouvement *Un Travail pour Chacun*, B.P. 196-07, 75326 Paris 07 cedex.



États-unis

L'histoire des idées politiques américaines reste pour nous autres Français un sujet relativement méconnu. Aussi, saluons le talent de déchiffreur de Nicolas Kessler qui vient de consacrer au « Conservatisme américain » un brillant petit essai, à la fois synthétique et prospectif.

Tout commence au lendemain de la Seconde guerre mondiale, alors que se multiplient les critiques contre les conséquences du *New Deal* et que la Guerre froide s'installe pour de longues années. Un universitaire, sans renommée particulière, Russel Kirk, publie un essai qui deviendra bientôt un *best-seller* : « *The Conservative Mind* ». Il y découvre dans l'histoire américaine une tradition conservatrice à partir de laquelle pouvait se dégager les valeurs du conservatisme.

Ainsi, il devenait possible de s'affirmer à la fois conservateur et américain. Ce que fit l'équipe de *The National review* dont Nicolas Kessler nous retrace l'histoire agitée, celle des conciliations périlleuses entre les catholiques thomistes et les Juifs libéraux, ou entre les tenants de l'Ordre moral et les libertariens. Ralliements et dissidences sont le lot commun de toutes les aventures intellectuelles, et les conservateurs américains n'y échapperont pas.

Le livre se termine par quelques interrogations pertinentes, notamment sur l'influence de ce conservatisme sur la « révolution conservatrice » de Ronald Reagan. Une lecture indispensable.

Patrick PIERRAN

Nicolas Kessler - « *Le Conservatisme américain* » - PUF - Qu'est-ce ? - prix franco : 49 F.

Le beau rêve de 1848

Voici cent cinquante ans, la deuxième République s'instituait à la surprise générale. D'où l'improvisation géniale qui présida à l'élaboration de sa Constitution... dont l'échec fut fulgurant.

Dans la mémoire collective, la Révolution de 1848 garde une fraîcheur matinale : d'une insurrection ouvrière, naît une République sociale qui établit le suffrage universel. La gauche, quand elle était la gauche, célébrait ces glorieux souvenirs...

Ils sont d'autant plus précieux qu'ils tiennent à des événements fragmentaires et à de fugitives images. Acquis décisif de la Révolution, le suffrage universel, exclusivement masculin, fait peur à la gauche jacobine qui tente de s'opposer à son expression en organisant les émeutes des 17 mars et 16 avril. Et l'idéal chrétien-égalitaire, républicain-fraternel et socialisant, qui s'exprime de manière très émouvante au lendemain des Journées de Février, disparaît dans celles de Juin : trois jours d'insurrection des quartiers populaires de Paris, noyée dans le sang par le général Cavaignac - républicain de type autoritaire.

C'est que l'Assemblée issue des élections d'avril est modérée dans son écrasante majorité, donc socialement bourgeoise, mais compte sur ses bancs une forte proportion de grands et beaux esprits : Lamartine, Proudhon, Victor Hugo, Tocqueville, l'orléaniste Odilon Barrot, le légitimiste Berryer, sans oublier les très catholiques Montalembert (laïc) et Lacordaire (moine de

son état) qui siègent à côté de trois évêques et de quinze prêtres. Quelles que soient les fidélités et les tendances, la Constituante de 1848 donne une représentation magnifique de l'intelligence, de la culture et du sens politique des élus, trop peu de temps portés par une immense ferveur populaire. La légende réactionnaire d'un XIX^e siècle stupide et décadent ne résiste pas une seconde à l'examen.

Les débats sur la nouvelle constitution, tels que François Luchaire les fait revivre (1), montrent au contraire que les députés légifèrent en pleine connaissance de cause : héritiers d'une histoire lourde de tragédies, conscients des pièges constitutionnels, ils prennent d'immenses risques en un moment où les luttes sociales et politiques sont impitoyables. Les polémiques parlementaires sur le droit au travail, sur la peine de mort, sur l'impôt, sur l'indépendance de la justice saisissent par la force des convictions exprimées - à l'opposé des techniques de « communication » dans lesquelles s'épuise aujourd'hui le débat politique.

Faut-il avoir la nostalgie de 1848 ? Hélas, la culture, l'intelligence et la force du verbe ne suffisent pas. L'erreur lucidement commise est tout aussi catastrophique que la décision bête. Il ne suffit pas de savoir, il faut encore savoir maîtriser les

logiques politiques et sociales. Tel n'est pas le cas. Commencée dans l'euphorie d'une révolution dont chacun fut surpris, la Deuxième République est celle de tous les échecs : celui de la démocratie sociale, durement réprimée ; celui des républicains modérés, battus par les orléanistes et les légitimistes qui, avec 480 élus, triomphent aux élections de mai 1849 ; celui des monarchistes qui ne parviennent pas à rétablir la monarchie ; celui des constituants qui créent un système de double légitimité (comme l'Assemblée unique, le président est élu au suffrage universel) appuyant une séparation stricte des pouvoirs (ministres responsables devant le président, qui ne peut dissoudre l'Assemblée) qui conduit presque mécaniquement au coup d'État.

Belle et grande leçon de politique et de droit, donnée par un constitutionnaliste éminent.

B. LA RICHARDAIS

(1) François Luchaire - « *Naissance d'une constitution : 1848* » - Fayard, 1998 - prix franco : 180 F.

Promotion librairie

♦ Pierre Péan - *Vies et morts de Jean Moulin* - prix franco : 165 F.

♦ Stéphane Bern - *God save the Queen*, cinquante ans de tempêtes chez les Windsor - prix franco : 129 F.

♦ Alain Buisine - *Pierre Loti, l'écrivain et son double* - franco : 132 F.

Le féminisme de Bourdieu

La pensée et l'œuvre de Pierre Bourdieu sont l'objet d'une critique radicale, qui, à vrai dire, n'est pas complètement nouvelle. Que personnellement, j'adhère à cette critique et que Bourdieu soit au plus loin de mes adhésions intellectuelles, n'empêche pas que le sociologue et le théoricien sont dignes d'attention à cause d'une certaine virtuosité et parce que leur présence dans le champ de la pensée est significatif en soi d'un certain état mental et moral. Le petit livre sur « *La domination masculine* » publié récemment en fait foi, d'autant qu'il s'insère dans le débat le plus brûlant du moment. Ce qui est en question, en effet, avec le PACS, c'est une certaine idée des orientations fondamentales de la structure sociale. Or, sur ce sujet, Bourdieu a sa thèse, fondée, selon lui, sur l'analyse la plus scientifique des relations sociales dans la durée. Autant en prendre connaissance, pour apprécier dans quelle mesure elle peut nous éclairer ou entrer de façon significative dans la discussion actuelle.

Cette thèse peut s'énoncer assez simplement. Il s'agit, pour comprendre l'état des rapports sociaux, tels qu'ils résultent de la relation homme-femme, de se référer à une sorte d'inconscient « *sans doute originairement construit en un état très ancien et très archaïque de nos sociétés* ». Cet inconscient, n'est pas lié comme voudrait le faire croire une certaine idéologie à des propriétés inscrites dans la nature, comme la différence entre les sexes selon la psychanalyse, mais « *à un travail de construction proprement historique - comme celui qui vise à produire l'arrachement du garçon à l'univers féminin -, et par conséquent susceptible d'être modifié par une transformation de ses conditions historiques de production* ».

On saisit déjà comment de telles assertions sont lourdes de présupposés philosophiques : l'homme est historique de part en part, et son action sur lui-même est étroitement dépendante des déterminismes par rapport auxquels son autonomie est assez problématique. Mais il faut bien admettre la part de réalité de cette insertion dans l'histoire, insertion qui serait complètement défavorable à la femme depuis toujours objet de la domination masculine. Le labeur du sociologue consistera à dégager « *la phylogenèse et l'ontogenèse d'un inconscient à la fois collectif et individuel, trace incorporée d'une histoire collective et d'une histoire individuelle qui impose à tous les agents, hommes ou femmes, son système de présupposés impératifs - dont l'ethnologie construit l'axiomatique, potentiellement libératrice* ». Comme on le voit la thèse est impérative, implacable et elle doit apparaître telle, surgie des profondeurs de l'histoire, au scalpel de la critique.

Il arrive que cette réalité universelle apparaisse dans une « image grossie » qui s'impose au-delà de tout les pièges de la perception et des roueries du système de domination. Tel est le cas de la société kabyle où Bourdieu voit la meilleure présentation d'un ordre masculin qui se passe de justification. « *L'ordre social fonctionne comme une immense machine symbolique tendant à ratifier la domination masculine sur laquelle il est fondé : c'est la division sexuelle du travail, distribution très stricte des activités*

imparties à chacun des deux sexes, de leur lieu, de leur moment, leurs instruments ; c'est la structure de l'espace, avec l'opposition entre le lieu d'assemblée ou le marché, réservés aux hommes, et la maison, réservée aux femmes, où à l'intérieur de celle-ci, entre la partie masculine, avec le foyer, et la partie féminine, avec l'étable, l'eau et les végétaux... ».

On peut se demander légitimement si cette « image grossie » ne résulte pas d'une stratification sociale particulièrement caractéristique, dont il y aurait lieu par ailleurs d'examiner les contreparties secrètes. Si les choses sont moins visibles ailleurs, est-ce seulement parce qu'elles sont plus subtilement arrangées ou parce que le regard est lui-même piégé par les présupposés qu'il a historiquement intégrés ? Bourdieu ne nie pas qu'il y ait évolution, mais il pense qu'elle continue à reproduire en les adaptant, les mêmes éléments de stratification. « *L'exemple le plus frappant du changement de cette permanence dans et par le changement est le fait que les positions qui se féminisent sont soit déjà dévalorisées (les ouvriers spécialisés sont majoritairement des femmes ou des immigrés, soit déclinantes, leur dévaluation se trouvant redoublée, dans un effet*

boule de neige, par la désertion des hommes qu'elle a contribué à susciter. De plus, s'il est vrai que l'on trouve des femmes à tous les niveaux de l'espace social, leurs chances d'accès (et leur taux de représentation) décroissent à mesure que l'on va vers les positions les plus rares et les plus recherchées (en sorte que le taux de féminisation actuel et potentiel est sans doute le meilleur indice de la position et de la valeur relatives des différentes professions) ».

Qu'il y ait en tout cela, plus que des éléments de vérité, des vérités, qui donc en disconvient ? Le désaccord, s'il doit s'exprimer, est de nature plus générale. Il concerne les limites du sociologisme, surtout d'un sociologisme apparemment clos sur lui-même, où l'instance de réflexion propre à l'individu n'apparaît guère en dépit de ce qu'affirme l'intéressé. Comment un individu complètement piégé dans le système de l'inconscient social pourrait-il prendre quelques distances avec sa situation et surtout avec la *doxa* dont il participe ? Par ailleurs, le caractère systématique de la domination semble rendre inopérants les facteurs exogènes qui pourraient éventuellement expliquer certaines nuances, certaines inflexions.

Comment prendre en compte dans ce type d'analyse les fines remarques de Mona Ozouf, mettant en lumière la spécificité française d'un certain statut féminin ? Impossible. Autre impasse : la dimension proprement philosophique de l'anthropologie disparaît ici, puisqu'elle est violemment niée. La notion d'*éternel féminin* a pu certes constituer un piège dans le passé. Est-ce pour autant qu'il faut interdire toute réflexion propre à l'être féminin qui échapperait, ne serait-ce qu'un tout petit peu, au déterminisme historique et donc au marquage masculin. Il y a peu de respirations possibles dans cette dialectique serrée, sauf quelques belles pages sur l'amour qui tout de même suspendait l'implacable logique de l'aliénation. La phobie d'une nature biologisante joue comme une censure de toute vocation qui pourrait être infléchie ou mieux encore inspirée ou poétisée par une féminité qui serait autre chose qu'une forme de complaisance à l'égard des attentes masculines. C'est bien dommage. Le système - en dépit des services qu'il peut rendre notamment aujourd'hui contre le libéralisme horizon unique -, est un triste système que n'adoucissent pas ses subtilités. Il nous renvoie à un monde opaque où on se demande s'il y a vraiment des enjeux à notre liberté.

Pierre Bourdieu - « *La domination masculine* » - Seuil - prix franco : 85 F.

La vie rêvée des anges

Qu'est-ce qu'un film réussi ? Un film racontant une histoire où il se passe des choses et un mouvement continu. Tel est le film *La vie rêvée des anges* d'Erick Zonca.

Dans la France d'aujourd'hui - celle du chômage et de la précarité - deux jeunes femmes Isa (Élodie Bouchez) et Marie (Natacha Régnier) tentent de survivre au quotidien. Vie faite de petites galères et d'espérance tronquée. Elles vivent à l'écran. Et c'est comme une réminiscence de Nicholas Ray. Une « fureur de vivre » des années quatre-vingt-dix de deux rebelles sans cause.

L'émotion est pudique mais toujours juste, toujours poignante. Les belles séquences des visites d'Isa à Sandrine. Sans un mot de trop, une vue de trop. Pas de déclarations grandiloquentes dans ce film. Des phrases justes. Le langage de la vie d'aujourd'hui.

Elles vont de petits boulots en petits boulots. Pour l'une l'élévation sociale passera-t-elle par une relation amoureuse ? Elle le croit. Elle en mourra. Pas d'espoir à notre époque. Des chimères d'espoir.

Le film « noir » est celui qui sans fard rend compte d'un certain rapport à la réalité du moment, sombre, brutale. Alors oui, ce film est bien un film « noir ». La réalité de notre temps éclate à chaque plan, à chaque séquence.

Cinéma : art de traduire et d'établir la vie au moyen d'images en mouvement. Le rythme est rapide parfois révolté comme ses deux héroïnes. Le spectateur est dans un temps en mouvement. Il n'en ressort pas indemne.

Bruno DIAZ

Marie de Médicis

Même si la loi salique empêchait aux femmes de jouer un rôle politique direct, sauf en cas de régence, presque toutes les reines de France ont exercé une influence certaine.

elle est l'opinion émise par la comtesse de Paris dans le texte de présentation qu'elle vient de donner au premier volume de la collection « Histoire des reines de France » que viennent de lancer les éditions Pygmalion pour faire suite à la captivante série « Les rois qui ont fait la France ».

En publiant une biographie de Marie de Médicis (1) Philippe Delorme en inaugurant la série n'allait pas à la facilité. Cette reine dont on a pu dire qu'elle ne montrait de la finesse que dans la perfidie était le sujet piège par excellence. Fallait-il « revisiter » l'histoire ou s'aligner sur l'opinion commune de tant d'historiens, dont certains particulièrement éminents, ayant condamné la « Junon obèse » à une lamentable médiocrité ?

Marie de Médicis, sixième fille de François de Médicis et de Jeanne d'Autriche naît le 26 avril 1573 à Florence. Tôt orpheline elle est élevée par son oncle dans la solitude au palais Pitti avec pour principale compagne Léonora Dini, future épouse de Concini, qui restera, jusqu'à sa fin tragique, sa confidente exclusive.

A 27 ans elle épouse Henri IV dont le mariage d'avec Marguerite de Valois a été annulé. Le roi attend de la jeunesse de sa nouvelle femme qu'elle lui donne une progéniture en quoi il sera comblé par la venue de six enfants.

Si la Médicis trouvait en Henri IV un mari attentionné

elle devait cependant accepter, non sans de violentes réactions, les aventures amoureuses étalées sans vergogne par le Vert galant véritablement esclave d'une sexualité débridée. Dix ans passent, à la veille d'une campagne militaire engagée pour soutenir des princes allemands protestants révoltés contre l'empereur, Marie est couronnée Reine de France ; c'était le 13 mai 1610 ; le 14, Henri IV est assassiné par Ravaillac.

La reine impose sa régence au parlement et s'oppose immédiatement aux « grands » du royaume, cette plaie permanente de l'ancien régime. Elle achète une fidélité à l'éclipse en épuisant le trésor royal tout en gouvernant, ou du moins en lâchant la bride à Concini qui sait vite se rendre odieux par son arrogance et sa cupidité. A la majorité, à 13 ans, de son fils Louis XIII elle convoque les états généraux dont rien de concret ne sort mais pendant lesquels se distingue le jeune évêque de Luçon, Richelieu. Concini le fait entrer dans son gouvernement. Cinq mois plus tard, le Maréchal d'Ancre est assassiné non sur l'ordre du jeune Louis XIII mais avec son acquiescement tacite.

Le roi est véritablement roi, la reine mère est obligée de se retirer au château de Blois, dont elle s'évade 18 mois plus tard pour se joindre à une énième révolte des Grands. Elle est pardonnée par l'entremise de Richelieu, elle se révolte à nouveau, son armée est battue ; l'histoire retiendra cet épisode sous le nom de « La drôlerie des Ponts-de- ».

Cé ». Une fois encore la reine est pardonnée ; rétablie dans ses droits elle siège au Conseil. Rapidement, Marie entend faire exclure Richelieu de la conduite des affaires, ce sera enfin la fameuse journée des Dupes, la victoire surprise du cardinal, la défaite définitive de la Florentine, l'exil, l'errance à Bruxelles, la Hollande, l'Angleterre, Cologne où elle décède quelques mois avant son fils.

Devant cette vie privée et publique tumultueuse, la surprise vient de ce que Philippe Delorme a entrepris une réhabilitation complète du personnage. A l'aide de nombreux documents, il dessine le portrait d'une femme faisant face avec courage, obstination, énergie, astuce et finesse aux problèmes d'une complexité inouïe auxquels elle dut faire face. Pour ce faire il démolit au passage, ou à pleines pages, des réputations solidement établies : Sully, Henri IV, Louis XIII et surtout Richelieu.

L'auteur n'en fait-il pas trop ? L'historien, comme le juge d'instruction doit, semble-t-il, instruire à charge et à décharge. Philippe Delorme ne s'est-il pas davantage comporté en avocat d'une cause ? Le lecteur jugera. J'ajoute enfin que ce livre qui fourmille d'anecdotes et de détails fort intéressants, est écrit d'excellente façon, sa lecture facile est très agréable. La thèse présentée devrait susciter des réactions, ce qui est fort stimulant. Et l'on attend avec d'autant plus de curiosité et d'intérêt le prochain volume annoncé sur « Anne d'Autriche ».

Michel FONTAURELLE

Philippe Delorme - « Marie de Médicis » - Pygmalion - prix franco : 129 F.

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée, elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonnement des mercredis annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

Mercredi 16 décembre : Mais « Qui est donc ce Monsieur Guittou ? » dont Gérard LECLERC vient de faire le portrait ? Aussi vieux que le siècle, ce philosophe a participé activement à la réflexion des intellectuels catholiques et dialogué avec d'éminents philosophes qui appartenaient à d'autres traditions. Pour nous, ce sera l'occasion de découvrir des aspects méconnus de la pensée française de notre siècle, et de reprendre d'anciens débats qui concernent l'histoire de notre pays et celle de l'Église catholique, les incroyants comme les croyants de toutes confessions.

Mercredis 23 décembre et 30 décembre : pas de réunion en raison des fêtes. Reprise le mercredi 6 janvier.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année).

LIVRE DE PRESSE

Le livre de presse de la N.A.R. est impressionnant : plus de 20 volumes ! Mais il est loin d'être complet. Aidez-nous à le tenir à jour. Envoyez-nous systématiquement toute coupure de presse concernant la NAR, les principes ou le royalisme en indiquant les références précises de l'article. Votre collaboration nous est indispensable.

Depuis plusieurs mois, à titre expérimental, nous avons ouvert un site Internet pour *Royaliste*. L'expérience étant concluante ce site va devenir réellement opérationnel et l'on pourra y trouver les éditoriaux de Bertrand Renouvin, la rubrique *Idées* de Gérard Leclerc et une sélection de quelques articles du journal. Un texte de présentation expliquera ce qu'est la NAR et les gens pourront laisser leur adresse pour recevoir une documentation.

Son adresse : <http://www.mygale.org/10/francesc/royaliste/>

Lecteurs internautes, n'hésitez pas à vous connecter et à nous faire part de vos suggestions. Merci aussi de nous signaler tous les sites à caractère royaliste (en particulier ceux concernant les pays étrangers) ainsi que ceux des autres formations politiques.

Nous disposons également d'une adresse pour le courrier électronique : nouacroyal@aol.com

ADHÉRENTS

Vous avez été nombreux à vous inquiéter de la non parution de la *Lettre aux adhérents* depuis la rentrée. Une surcharge de travail, des problèmes techniques (nouveau système informatique), des questions d'organisation sont la cause de cette carence dont nous nous excusons vivement. Si tout se passe bien, la *Lettre* de décembre devrait paraître d'ici quelques jours et nous comptons bien reprendre le rythme normal à partir du mois de Janvier. Merci de votre compréhension...

RIIONE

Réunion de la NAR autour de Bertrand Renouvin le jeudi 17 décembre. Sont invités les adhérents, les abonnés et les sympathisants (en particulier les personnes qui ont pris contact à la suite de la récente campagne d'autocollants sur Lyon). Thème : La situation politique, les projets de la NAR. Informations auprès du délégué national (tél. 02.41.48.95.03).

Session de formation de politique appliquée

La prochaine session aura lieu à Angers les 30 et 31 janvier prochains. Le thème général en sera : La planification. Nous aurons comme invité Henri Guaino, ex-commissaire au Plan.

Rappelons que ces sessions sont des rendez-vous de formation indispensables. Tous les thèmes traités constituent les bases de la culture politique, de l'engagement et de l'exercice des responsabilités dans le champ civique, social, syndical ou politique. Moment d'échange enrichissant non seulement entre adhérents de la NAR mais avec d'autres militants, non royalistes elles permettent de relier les expériences, les luttes et aussi la réflexion.

Inscriptions et renseignements auprès de Nicolas Lucas, 13 square Jean-Baptiste Clément - 49000 Angers (tél. : 02.41.48.95.03). Joindre un acompte de 100 F en même temps que l'inscription.

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 17 F pièce).

Vendus aussi par année complète (300 F franco) de 1977 à 1997 (sauf 1979).

BOUCHES DU RHONE

Lundi 14 décembre, réunion des abonnés, adhérents et sympathisants. Informations auprès d'Alain Kinart au 04.91.48.25.33.

COMTE DE PARIS

Sur simple demande de votre part, nous vous enverrons le texte complet de l'entretien (*La France retrouvera sa liberté en se révoltant*) donné par le comte de Paris au *Figaro* le 4 juillet dernier ainsi que celui de son appel « *Ne renoncez pas à la France* » paru dans le *Figaro* du 21 avril.

Merci de joindre quelques timbres pour couvrir les frais.

FANIONS

A nouveau disponibles les petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 50 F.

Le même modèle existe aussi avec les armes du dauphin : 50 F franco également.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :
« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Ouvrir les yeux

A lors que la vague de froid de novembre provoquait la mort de dix sans-abri en quatre jours, Martine Aubry déclarait en Conseil des ministres que « chaque Français doit ouvrir les yeux ». Cela signifie que le ministre des Affaires sociales nous rend personnellement coupables de la misère et de la mort de notre prochain. Et le Premier ministre, dénonçant à la radio le « chacun-pour-soi », renvoyait lui aussi les Français à leur responsabilité individuelle, face aux maux qui frappent la société.

Ces deux déclarations sont intolérables.

Une fois de plus, les dirigeants du pays tentent de se libérer de leurs obligations et de leurs engagements en faisant porter aux simples citoyens le poids de leurs erreurs, de leurs fautes et de leurs renoncements. Il y a peu, cette culpabilisation du peuple était considérée comme un procédé typique de la droite ; les dirigeants socialistes démontrent qu'ils sont capables d'une hypocrisie identique, mais d'autant plus scandaleuse qu'ils se réclament d'une gauche « morale » et « sociale ».

On nous demande d'ouvrir les yeux ! Mais Lionel Jospin, qui joue au sociologue, ne voit pas que la société dont il dénonce l'égoïsme fait preuve d'une immense générosité qui se manifeste par l'entraide entre les générations, par le don, par le bénévolat qui mobilise des millions de citoyens. Le peuple français n'a pas à avoir honte de lui-même : dans leur grande majorité, les citoyens sont responsables les uns des autres, et ne sauraient être considérés, par le gouvernement et ses relais médiatiques, comme coupables d'indifférence.

On nous demande d'ouvrir les yeux ! Mais Martine Aubry, qui veut exonérer l'État de ses tâches (« la solidarité ne peut être seulement nationale »), ne veut pas voir que les citoyens, même s'ils redoublaient d'efforts, ne pourraient empêcher la misère d'augmenter. Alors que le gouvernement se contente d'aménager aux moindres frais l'infirmerie sociale (distribution de subsides de fin d'année, loi sur les exclusions), il est évident que le système économique et financier ultralibéral fonctionne grâce au chômage, à la pauvreté de masse, à la détresse morale et à la peur.



Or ce gouvernement, qui avait multiplié les promesses dans le domaine de l'emploi, se contente d'entretenir des illusions sur les 35 heures, renonce à présenter une loi sur le licenciement, refuse d'augmenter massivement les minimas sociaux et d'étendre le RMI aux jeunes.

On nous paie de mots, on multiplie les effets d'annonce (le plan sur l'emploi précaire), mais nul n'ignore que plus de 800 000 foyers ont demandé à être aidés par le Fonds d'urgence sociale, et que l'amélioration statistique de l'emploi masque une progression fulgurante du travail précaire (533 000 personnes, soit

120 000 de plus qu'il y a un an) qui est misérablement rétribué.

On nous demande d'ouvrir les yeux ! Mais la plupart des Français ont compris, dès septembre dernier, que la France ne serait pas épargnée par la crise des marchés mondialisés. Au contraire, le Premier ministre fait preuve d'une redoutable cécité lorsqu'il déclare que « la croissance se consolide », alors que la France, comme ses voisins, commence à être touchée par la récession.

Nous voyons, quant à nous, que le gouvernement d'un des pays les plus riches du monde, disposant de tous les moyens de l'action, laisse exploiter et aliéner le peuple auquel il doit la justice et la liberté. Il ne s'agit pas seulement d'engagements électoraux, mais du respect de nos principes constitutionnels : la Déclaration de 1789 proclame une fraternité qui engage le pouvoir politique, et le Préambule de 1946 affirme que « tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence ».

Les salariés exploités et menacés, les chômeurs en colère, les millions de citoyens qui vivent dans la détresse ne demandent ni des cours de sociologie, ni des leçons de morale. Ils exigent qu'on les respecte et ils demandent leurs droits. Et ceux qui les aident quotidiennement appellent à la révolte, à l'exemple du président d'ATD-Quart Monde.

La révolte : c'est ce qui, d'ordinaire, ouvre les yeux des gouvernants aveuglés par leur idéologie, leurs intérêts et leurs privilèges. Il faut que la honte et la peur changent de camp, avant que la haine sociale ne vienne tout consumer.

Bertrand RENOUVIN